

écco

EDITION FRANCAISE



ECO est publié par les Organisations non gouvernementales depuis la Conférence sur l'Environnement de Stockholm en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP9, Milan, décembre 2003.

Quel environnement institutionnel pour le TT ?

Le Transfert de Technologie (TiTi pour les intimes) est à Milan un sujet essentiel pour les Ministres attendus ce jour. Se pose en particulier la question du cadre institutionnel et économique de ce transfert.

Comme le suggèrait l'annonce hier pour un side event de haut niveau en plénière 2, il est temps de "passer des négociations à l'action". Ce thème de la Convention est en effet trop longtemps resté cantonné à une phase pilote sous l'égide du FEM et à un nombre d'exemples très limité.



Concerto pour "adaptation-atténuation"

Mais durant cet événement truffé d'importants personnages, les entreprises parrainant le débat ont surtout promu leur propre vision des choses. Les spectateurs ont donc assisté hier, à une démonstration de la bonne volonté « désintéressée » des BINGOS et du marché, des électriciens notamment. Avec toujours le même couplet néo-libéral sur les conditions du marché.

Nous nous proposons plutôt de revisiter les principes mis en avant par l'industrie, qui nous mènent bien loin du Développement Durable ou de l'introduction récente des anti-rétrovirus au Sud, et plutôt vers les éléphants blancs du passé.

Nos suggestions :

- Le cadre institutionnel ne devrait pas seulement être en phase avec les choix technologiques du pays, mais aussi avec une stratégie nationale de Développement Durable.

- L'évaluation de l'adaptabilité des technologies est le point critique. La priorité doit être donnée aux besoins de base et pas non seulement considérer la connexion électrique dans les PMA comme un énorme marché.

(Suite au verso...)

L'APD grignotée par le MDP ?

Hasard du calendrier (ou complot d'ECO, qui sait ?), les pays de l'OCDE doivent se réunir les 10 et 11 décembre prochains pour débattre des liens possibles entre l'aide publique au développement (APD) et le financement du MDP... Interpellé, ECO s'est penché sur le texte en discussion. Surprise ! La note de l'OCDE propose différentes options pour comptabiliser les financements MDP et APD. La question, pourtant fondamentale, d'un potentiel détournement de cette aide pour financer des projets MDP est rapidement évacuée par les auteurs experts. Parmi les explications fallacieuses, la note explique que si l'APD n'est pas comprise dans le MDP, aucun investissement public ne verra le jour dans les Pays les Moins Avancés. Les auteurs omettent de préciser que les pays riches ont des obligations vis-à-vis des pays les plus vulnérables, tant au nom du développement que du climat. Pire, l'idée même d'utiliser l'APD pour permettre la création de crédits MDP est illégale et perverse.

Illégale car contraire aux principes d'additionnalité et de non diversion inscrits dans le Protocole de Kyoto (art. 12) et dans ses modalités d'application (décision 17/CP.7, Accords de Marrakech).

Perverse, car en élargissant le périmètre de l'APD aux projets MDP, on augmente artificiellement le volume de cette aide, sans pour autant améliorer la contribution des pays riches aux objectifs de développement du Millénaire. De plus, on supprime la raison d'être environnementale du MDP, à savoir réaliser des réductions supplémentaires d'émissions.

Heureusement, le Comité Exécutif du MDP ne voit pas les choses de la même manière. Il a déclaré hier qu'il refuserait tout projet financé directement par l'APD. ECO est soulagé. Il va de soi que cette annonce fera jurisprudence. ...

Et pour Noël, ECO suggère aux pays de l'OCDE d'offrir un cours de droit international à leurs experts.

(...) Suite de l'article "Quel environnement institutionnel pour le TT?"

Les succès au Sud existent et doivent être diffusés et évalués pour reproduire les conditions d'appropriation des technologies et de leur adaptation aux contextes locaux.

- En ce qui concerne la renforcement des capacités, la coopération Sud-Sud (avec ou sans assistance du Nord) a une dynamique croissante et pourrait répondre en partie aux inquiétudes légitimes des pays du Sud sur ces questions de Développement Durable. De plus, cette orientation induit plus de développement des technologies dans les pays du Sud, en particulier pour l'adaptation.

- Enfin, l'enthousiasme sur les partenariats public-privé ou d'autres *joint-ventures* ne doit pas faire oublier que tout cela doit être encadré et régulé.

De plus, il reste aussi à mettre en œuvre une évaluation transparente de ces mécanismes de dissémination des technologies. Ceci est encore à inventer.

Parmi les bonnes pratiques sélectionnées et présentées hier à grand renfort de belles images, le négociateur attentif reconnaîtra les *usual suspects* ou plus communément des technologies non soutenables.

Pour ne citer qu'une intervention caricaturale, le représentant de Framatome montrait les centrales nucléaires chinoises de Daya Bay et Ling Ao d'une puissance de 985 MWe chacune !

Hasard du calendrier, un peu plus tard dans l'après midi, l'IDDRI (Institut du Développement Durable et des Relations Internationales) présentait d'autres projets sur le secteur résidentiel en Chine. Ceci peut servir de métaphore et indiquer par là même ce que pourrait être une vraie forme de coopération.

Deux sites de référence pour ces projets : www.iddri.org ou www.ffem.net.

Voir aussi le prochain segment de haut niveau du G77 sur la coopération Sud-Sud sur www.g77.org à Marrakech du 15 au 19 Décembre.

MDP porteur de développement ?

Cette question des critères socio-économiques du MDP reste largement incertaine cette semaine à Milan.

Un réseau d'ONG n'a pas attendu les résultats de la COP pour expérimenter des critères, sous forme d'une matrice du développement durable.

Appelé *Sud-Sud-Nord*, ce groupe a réuni Sud-Africains, Bangladais, Brésiliens et Indonésiens. L'expérience de ces projets et leur application concrète est relatée dans



un livre diffusé dans les couloirs de la conférence. Il est illustré par des dessins et témoignages d'enfants de personnes bénéficiaires.

Voir aussi www.southsouthnorth.org

Dernière minute : accord sur le budget

Le premier accord de la COP9 sur une question de substance, le budget programmé pour les années 2004-2005, a été conclu vers 23 h 30 la nuit dernière, avec l'adoption du texte du Président Ashe.

Cependant il s'agit d'une version légèrement révisée du texte diffusé le 6 décembre, et pas vraiment dans le sens d'un cadeau de la Saint-Nicolas aux enfants des générations futures.

Le texte relève les montants au dollar près : seront alloués 34.807.326 US\$ soit 985.104 US\$ de moins que l'option «A» précédente. Par contre cette différence a été ajoutée à l'Allocation Intérimaire qui atteint maintenant 5,455 millions de US\$ (plus 793 dollars de monnaie). Au total, la différence entre la décision de la nuit dernière et les suggestions du Président Ashe du 6 décembre se monte à 1,611058 millions de US\$.

ECO félicite les Parties pour avoir atteint ce compromis. Cependant, il reste persuadé que le Secrétariat aurait du recevoir l'augmentation de 30% réclamée en juin dernier à Bonn. Il appelle les Parties à la Convention à verser rapidement les sommes allouées. Tout retard sur ces contributions saboterait la mise en application du Protocole lors de son entrée en vigueur.



Fossile du jour

Les États-Unis pour la présentation surréaliste de leur politique climatique basée sur la technologie, où ils ont répété être *les leaders de la lutte contre les changements climatiques* ! Malheureusement, absolument rien, hier, ne le confirmait. Ces technologies miracles ne seront pas prêtes avant le milieu du siècle. Dommage car alors sera venu le temps du - 70% par rapport à 1990 ! Pas non plus d'analyse des impacts de leur politique climatique sur la réduction totale d'émission car *trop difficile à réaliser*. Ils sont allés jusqu'à expliquer que l'administration Bush s'était opposée à la récente proposition du Sénat *pour limiter les émissions afin d'éviter de faire perdre des emplois aux pays en développement* ! Grandiose !

MARIO

Lors du side event d'hier présentant le programme Etats-Unien de technologie contre le changement climatique, Luigi en a entendu le résumé le plus précis jamais formulé. En réponse à la question "Est-ce que le gouvernement travaille sur un Protocole qu'il signerait ?", un membre de l'équipe de ce pays a répondu "Je suis désolé. Je ne comprend pas".

Luigi ne pourrait pas mieux dire.

LARA

Le manque de café dans les bureaux de la coordination européenne pourrait faire capoter la COP. La rumeur veut que la Présidence italienne de l'UE ait sa propre réserve de café pour son usage personnel. Cependant, elle ne branche pas la cafetière pour ses collègues des autres Etats-membres lors des épiques coordinations européennes. La Présidence espère-t-elle faire passer ses propres positions internes en profitant de l'endormissement général ? Lara –la fiancée de Mario- trouve un peu fort de café qu'au pays de l'expresso corsé les Européens se retrouvent carencés en caféine.

REMERCIEMENTS

Le Réseau Action Climat France remercie le MEDD et ceux qui ont participé à ce numéro : Antoine Bonduelle, Raphaëlle Gauthier, Philippe Quirion, Anne Chetaille, Benoit Lussis, Steve Thorne, Rémi Kévitch, Lester Malgas (SSN), Peter De Mehr.

ECO français disponible sur : www.rac-f.org